



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHS  
Novillars

25 septembre 2023

## **Face à l'inflation : imposons l'augmentation des salaires !**

**Depuis le 15 septembre, des milliers d'ouvriers de l'automobile sont en grève aux États-Unis, dans les usines de Ford, General Motors (Buick, Chevrolet, Cadillac...) et Stellantis (le groupe né en 2021 de la fusion de Fiat-Chrysler et de PSA qui détient aussi Alfa Romeo, Jeep, Opel...). Aux USA comme ici, les profits insolents des patrons et actionnaires de l'industrie et de la finance révoltent, alors que les salaires sont bouffés par l'escalade des prix.**

### **Une riposte de classe**

C'est une première, cette grève menée ensemble par les travailleurs des trois géants de l'auto aux États-Unis, les « Big Three ». Des groupes qui ont réalisé 250 milliards de dollars de bénéfices en Amérique du Nord au cours de la dernière décennie, et 21 milliards de dollars au cours du premier semestre 2023. Des groupes dont les PDG ont augmenté leur salaire de 40 % ces quatre dernières années, pour atteindre une moyenne de 25 millions de dollars par an. Parmi eux, les richissimes familles Agnelli et Peugeot, que nous connaissons bien ici, principaux actionnaires de Stellantis (Fiat et PSA) dont ils ont combiné de placer le siège... aux Pays-Bas, histoire de payer moins d'impôts !

Les travailleurs américains de l'automobile n'ont vu, eux, leur salaire progresser que de 6 % ces quatre dernières années, bien moins que la flambée des prix. Ils revendiquent la fin des rémunérations différenciées entre nouveaux embauchés, intérimaires et travailleurs à temps plein, en même temps que des augmentations de salaire pour tous, suivant le coût de la vie, ainsi que le maintien de tous les emplois dans le cadre du passage à la production de véhicules électriques.

Leur colère est telle que le président du syndicat de l'automobile, l'UAW, a déclaré (propos rares dans la bouche d'un haut responsable syndical) que face à « la guerre de classe unilatérale » qu'ils mènent depuis des décennies contre la classe ouvrière, « les riches ne seront plus les seuls à se battre ».

### **Leur combat est le nôtre !**

Prenons-en de la graine, alors qu'ici aussi les prix flambent et qu'on entend un Macron, dimanche 24 septembre, déclarer qu'il n'est pas question d'indexer les salaires sur les prix. Le Smic serait même « sur-

indexé », selon lui. Comme si les smicards gagnaient de quoi vivre ! Face à la hausse du prix de l'essence, il pourrait reconduire, dit-il, une prime ponctuelle de 100 euros pour les salariés les plus pauvres : le prix d'un seul plein pour aller toute l'année au boulot. Car pas question de toucher aux profits de Total.

Quant à Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, il nous dit qu'il va demander des « efforts » aux entreprises de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution pour limiter l'inflation... De la poudre aux yeux. Comme celle de cet été sur le blocage des prix de quelque 5 000 produits jusqu'à la fin de l'année. Le Maire a été obligé de reconnaître la pratique, dite de « shrinkflation », des produits aux prix bloqués, voire baissés... parce que les quantités vendues dans le paquet sont diminuées, faisant augmenter le prix au kilo ou au litre !

Oui, les capitalistes sont en guerre contre la classe laborieuse. Nous, travailleuses et travailleurs, ne touchons que des paies infiniment inférieures aux richesses que nous produisons, sans compter toutes les magouilles patronales supplémentaires pour augmenter encore les profits.

C'est l'augmentation générale des salaires qui faut exiger, en s'en prenant aux profits. La journée d'action et de manifestations du 13 octobre prochain, à l'appel des syndicats, sera une première occasion de nous retrouver toutes et tous ensemble.

Ce n'est qu'un début. C'est une grève d'ensemble qu'il faut préparer pour faire céder le patronat : au moins 400 euros net d'augmentation pour toutes et tous, pas un salaire, pas une pension ni aucune indemnité chômage ou allocation inférieurs à 2 000 euros net pour pouvoir vivre !

## **IVG en danger**

Il y a un an, la Cour suprême américaine a supprimé l'arrêt fédéral qui légalisait l'avortement. Dans certains pays d'Amérique latine, comme au Salvador, les femmes écotent de plusieurs dizaines d'années de prison pour avoir avorté. En Europe, le droit à l'IVG recule, de la Pologne à la Hongrie. En Espagne ou en Italie, les médecins sont tellement nombreux à invoquer la « clause de conscience » pour refuser de pratiquer l'avortement, que les femmes sont très souvent obligées d'avorter à l'étranger. Et même en France, nombreuses sont celles qui se trouvent obligées d'aller avorter en Hollande, où l'IVG est possible jusqu'à 22 semaines, tant les délais sont longs pour obtenir un rendez-vous avec un praticien.

Quand ce ne sont pas les lois qui empêchent les femmes de disposer librement de leur corps, c'est le manque de personnel et de moyens à l'hôpital public qui s'en charge. Le 28 septembre, nous serons dans la rue pour défendre le droit à l'IVG, et les moyens pour toutes de l'exercer.

**Rendez-vous à Besançon à 17 h 30 place Pasteur**

## **Des formations au compte-goutte**

Il est de plus en plus difficile d'avoir accès à une formation. Il faut attendre des années. L'allocation de formation n'a pas été revalorisée alors que les coûts ont beaucoup augmenté. Il faut donc souvent mettre de sa poche pour l'hébergement et les repas. C'est inacceptable.

## **Une blague ?**

La directrice des soins vient d'être nommée référente « égalité ». On ne sait pas trop ce que cela veut dire. Manquerait-il d'égalité dans l'hôpital ? On est impatient de savoir quelles seront ses missions mais ça risque d'être drôle. Va-t-on toucher la même paie qu'elle ? Si le salaire devait être proportionnel à l'utilité, on pourrait même toucher plus !

## **Que se passe-t-il en cuisine ?**

On sait que les conditions de travail en cuisine sont particulièrement difficiles et notamment cet été avec la canicule. Nos collègues n'ont pas non plus de rémunérations à la hauteur de la pénibilité de leur travail. La fermeture du self, suite au manque de personnel, montre pourtant qu'ils sont indispensables au fonctionnement de l'hôpital.

## **La semaine de la santé mentale**

Du 9 au 23 octobre a lieu la semaine de la santé mentale. La psychiatrie a toujours été le parent pauvre de la médecine et depuis des années de très nombreux

lits ont été fermés dans notre secteur. Récemment, nos collègues de Cadillac, près de Bordeaux, ont fait grève suite à la fermeture de 15 lits supplémentaires ; et dans le département de la Mayenne ce sont un lit sur deux qui ont été supprimés en quelques années. Alors c'est sûr qu'il y a beaucoup de choses à discuter...

## **Un hôpital bien encadré**

Aux activités transversales, nous travaillons depuis des années sans cadre. Mais voilà, cela chiffonne la direction de montrer qu'un service puisse proposer un travail de qualité sans chef. Elle a donc prévu de réorganiser le service afin qu'il y ait un cadre pour superviser les activités. Si on manque de personnel, on ne manque pas de cadres ! L'armée mexicaine avait la réputation de compter plus d'officiers que de soldats. Encore un effort, on y arrive !

## **Un peu de pommade...**

La direction vient de publier une lettre adressée aux professionnels. On peut y lire que nous sommes le « socle et le point de départ de toutes les innovations » et qu'elle voit en nous « les acteurs incontournables et indispensables » de l'établissement. Cette lettre a été écrite dans le cadre de la certification. La direction a peut-être la frousse qu'on vienne y mettre notre grain de sel en parlant des conditions de travail et de rémunération. Alors chiche !

## **Un nouvel impôt... sur les malades ?**

Le ministre de la Santé, Aurélien Rousseau, n'en démord pas. Il veut aller vers le doublement de la franchise sur les médicaments et les consultations médicales. Il en coutera alors aux patients un euro par boîte de médicaments et deux euros par consultation. Le gouvernement, qui hésite encore tellement c'est gros, espère ainsi gratter 800 millions d'euros sur le dos des malades. À l'heure où l'inflation alimentaire annuelle dépasse les 20 %, cette mesure plongerait encore un peu plus dans la gêne les plus démunis, en particulier les seniors aux petites retraites.

## **La bourse ou la vie, c'est leur philosophie**

Derniers médicaments en date à manquer : des antibiotiques basiques comme l'amoxicilline. Des laboratoires ont promis aux autorités de santé de garantir des stocks, mais contre une augmentation des prix de 10 % ! La loi du profit qui régit les labos pharmaceutiques met notre santé en danger : ils ne veulent plus fabriquer des médicaments de base car ça ne leur rapporte pas assez. Ou bien rackettent l'assurance maladie et les malades avec des prix hallucinants de produits dont ils ont seuls le brevet.